

Antiracisme : la gauche défend des solutions néolibérales

En 1991, j'ai assisté à une conférence de Derrick Bell à la faculté de droit de Harvard, dont il était professeur titulaire. Ce regretté et très estimé théoricien du droit a déclaré ce jour-là que les Noirs n'avaient fait aucun progrès depuis 1865. J'ai été d'autant plus surpris que le parcours de Bell lui-même démentait catégoriquement son propos, sans compter que cette conférence était organisée par les étudiants noirs de la faculté de droit de Harvard. Depuis, j'ai compris que de telles affirmations ne sont pas contradictoires aux yeux de leur auteur. En effet, soutenir que rien n'a vraiment changé vise surtout à transmettre un message : le racisme continue à être la principale force qui entrave les aspirations des Noirs américains ; quelle que soit la réussite ou la sécurité financière auxquelles certains d'entre eux sont parvenus sur le plan individuel, ils continuent à être collectivement victimes du racisme.

De telles affirmations ne doivent pas être prises au pied de la lettre, comme si elles étaient le résultat d'une démonstration empirique, même si nombre de ceux qui les avancent semblent en être sincèrement convaincus ; en fait, elles sont purement rhétoriques. Aucune personne sensée ou bien informée ne peut croire que les Noirs américains subissent encore les mêmes restrictions et sont exposés aux mêmes dangers qu'en 1865. Cette assertion comporte donc un prologue implicite : «(tel incident/phénomène/structure donne l'impression que) rien n'a changé». Cette proposition relève davantage de la jérémiade que de l'analyse, et elle est généralement avancée en réponse à un événement qui suscite l'indignation. Pour qu'une telle affirmation ait la force rhétorique souhaitée, son auteur doit assumer le fait que les choses *ont* changé, précisément parce qu'il s'agit à la fois de dénoncer le caractère très ancien de certaines conditions ou de certains événements inacceptables, et d'inviter les autres à les considérer comme tels (Reed *in* Henwood, 2013). Dans le cadre d'un rassemblement ou d'un tract, on a fréquemment recours, avec plus ou moins d'efficacité, à ce procédé rhétorique qui consiste à tenter de mobiliser l'indignation de l'opinion publique et à l'exhorter à agir contre un acte, ou une déclaration, en les associant à des opinions ou des pratiques discréditées et diabolisées. Mais, sur le terrain de l'antiracisme, cette technique politique est inefficace, voire destructrice, lorsqu'elle se substitue à l'interprétation scientifique ou à l'analyse stratégique.

Le cas de La Nouvelle-Orléans illustre bien les limites politiques de l'antiracisme contemporain. Suite à l'ouragan Katrina, la critique antiraciste a lamentablement échoué dans sa prétention à mobiliser une opposition significative face à l'élimination des logements sociaux et à la destruction systématique des écoles publiques. Cette stratégie, qui oppose une «communauté noire» abstraite à un «racisme» tout aussi abstrait, ne pouvait fournir de réponses convaincantes à cette idéologie confuse d'exclusion qui cible les comportements d'une prétendue *underclass*¹ de «nouveaux pauvres» ; et qui accuse les logements sociaux où vivent les «exclus» d'être les incubateurs d'une population en pleine déchéance matérielle et morale (Reed 2016a, b, pp. 264-269). Néanmoins, le réductionnisme racial domine encore et toujours l'imaginaire politique de ceux qui prétendent contester les structures responsables des inégalités. En l'absence de toute réflexion critique ou réévaluation stratégique à La Nouvelle-Orléans, il n'est plus resté dans la ville que la position par défaut d'une politique afro-américaine, oppositionnelle voire prétendument rebelle, qui s'est récemment manifestée dans le cadre d'une controverse autour du retrait d'œuvres commémoratives érigés à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle pour célébrer la Confédération et les Blancs.

Au printemps 2017, à l'initiative du maire soutenu par six des sept membres du conseil municipal, la ville de La Nouvelle-Orléans a fait retirer de l'espace public quatre œuvres mémorielles odieuses² qui

¹ Adolph Reed Jr. utilise la notion d'*underclass* qui n'a pas d'équivalent en français. Selon Didier Fassin, ce groupe peut recouvrir des catégories sociales que l'on étiquette en français comme «exclus» et/ou «nouveaux pauvres» (*NdT*)

² Ces ouvrages commémoratifs étaient dédiés au général en chef de l'insurrection confédérée, Robert E. Lee ; au président de la Confédération insurgée, Jefferson Davis ; au général rebelle P.G.T. Beauregard, qui avait des liens avec la Nouvelle-Orléans ; et à la révolte armée, explicitement raciste, initiée par la White League de Crescent City contre le programme gouvernemental de la Reconstruction appliqué à la ville ; les membres de la White League, branche terroriste du Parti démocrate local, se

célébraient la trahison de l'insurrection des Confédérés et incarnaient un affront insupportable aux valeurs égalitaires depuis plus d'un siècle (Reed 2017b). Le maire Mitch Landrieu a annoncé son intention de les retirer après que le gouverneur de Caroline du Sud, Nikki Haley, eut fait enlever le drapeau de guerre de la Confédération qui flottait sur les terrains du Capitole local, où sa présence avait provoqué une longue controverse, à la suite du meurtre raciste de paroissiens commis par Dylan Roof dans une église méthodiste noire de Charleston. Des militants liés au mouvement Black Lives Matter et au Black Youth Project 100 (BYP100), groupe organisé dans le cadre du Center for the Study of Race, Politics and Culture de l'université de Chicago, ont créé une coalition : Take 'Em Down NOLA³. Cette coalition a pour objectif le retrait des quatre ouvrages commémoratifs mentionnés mais également de «*tous les symboles publics – monuments, statues, noms d'écoles et autres plaques apposées en hommage aux partisans de la suprématie blanche*» (Reed 2017c ; Black Youth Projectx ; Bentley 2015).

La Nouvelle-Orléans est certainement un excellent endroit pour se débarrasser de ce genre d'ouvrages commémoratifs, et leur retrait de l'espace public pourrait contribuer à démolir définitivement cette idéologie de la Cause-perdue-et-du-Patrimoine, qui demeure, pour la droite, un instrument trop utile pour occulter la domination de classe, hier comme aujourd'hui. Pourtant, bien que cette coalition ait exercé une pression utile et ait mobilisé en faveur du retrait de ces ouvrages mémoriels, la campagne de Take 'Em Down NOLA a aussi occulté la domination de classe, comme la classe dirigeante *fin-de-siècle*⁴ qui avait décidé l'érection de ces œuvres. Pour Take 'Em Down NOLA et d'autres militants antiracistes, ces œuvres commémoratives sont des icônes allégoriques ; elles incarnent une suprématie blanche abstraite, et finalement ontologique, qui entretient et reproduit depuis toujours l'inégalité raciale. En fait, ces ouvrages mémoriels servent plus largement de support au «réductionnisme racial» qui associe, par analogie, l'inégalité contemporaine aux lois Jim Crow⁵ ou à l'esclavage. À cet égard, il est significatif que Take 'Em Down NOLA ne veuille pas seulement supprimer tous les vestiges commémoratifs, aussi obscurs ou insignifiants soient-ils, qui rappellent des individus associés à l'insurrection des Confédérés ou à l'esclavage.

Bien que la coalition soutienne avec force que ces œuvres commémoratives infligent des blessures symboliques quotidiennes et «terrorisent psychologiquement» les Noirs de La Nouvelle-Orléans (Smith 2017 ; Take 'Em Down NOLA), la campagne d'agitation que cette organisation mène en faveur de leur retrait est l'instrument d'un projet beaucoup plus flou et insaisissable. Dans un article dithyrambique paru dans *New Republic*, Clint Smith, qui prépare un doctorat à Harvard et est aussi poète, décrit en effet ce projet comme «*une tentative permanente de tirer honnêtement le bilan du passé*».

À quoi peut bien ressembler ce bilan honnête, et quels effets est-il censé produire ? Ni lui ni les membres de la coalition ne sont capables de l'expliquer concrètement : «*Effacer complètement de la Nouvelle-Orléans toutes les marques d'hommage à la Confédération pourrait bien ne jamais se réaliser, admet Smith, mais le travail de Take 'Em Down NOLA nous oblige à réfléchir à ce qu'il dit de nous-mêmes si nous y parvenions – et aux raisons pour lesquelles nous n'avons pas encore mené à bien cette tâche*» (Smith 2017). Ainsi, l'agitation de la coalition NOLA est davantage motivée par l'exigence

présentaient comme «*les défenseurs d'une civilisation héréditaire et d'un christianisme menacés par une africanisation stupide*», tandis qu'en 1932 la ville ajoutait à l'obélisque commémoratif (élevé en 1891), une inscription qui saluait l'insurrection en des termes explicitement inspirés du suprémacisme blanc. Toutes ces œuvres mémorielles avaient été érigées entre 1884 (Lee) et 1915 (Beauregard), précisément la période durant laquelle les suprémacistes blancs se renforcèrent (Reed, 2017b). (*Note de l'auteur.*)

³ «Hé, Nola, déboulonne-les» ou «Nous, les habitants de la Nouvelle-Orléans, déboulonnons-les toutes». L'acronyme NOLA (Nouvelle-Orléans Louisiane) est peut-être aussi une allusion au film de Spike Lee *Nola Darling* dont l'héroïne n'a rien d'une «faible femme» (*NdT*).

⁴ En français dans le texte (*NdT*).

⁵ Au XIX^e siècle, *Jim Crow* était le nom d'un personnage fictif et du spectacle itinérant dont il était en quelque sorte la curiosité. Censé représenter l'ignorance rustre d'un Afro-Américain du Sud profond, il était interprété par un ménestrel blanc au visage maquillé de noir (*blackface*). C'est en référence à ce *folklore* raciste qu'un ensemble d'arrêtés et règlements ségrégationnistes, en vigueur depuis le XIX^e siècle dans la plupart des États du Sud des États-Unis – et définitivement abolis en 1964 – fut désigné sous le nom de *Jim Crow Laws* (*NdT*).

d'une reconnaissance du «racisme» comme source d'inégalité, que par la poursuite d'objectifs politiques spécifiques.

C'est l'une des caractéristiques du discours antiraciste contemporain en général : le militantisme et les recherches universitaires antiracistes se focalisent sur les disparités statistiques en matière de répartition raciale des avantages et des handicaps au sein d'une société dans laquelle les Noirs semblent être la catégorie la plus mal lotie (par exemple, avec moins de richesse, un taux de chômage bien supérieur, une plus grande tendance à développer des maladies cardiovasculaires et liées à l'hypertension) ; et elles postulent donc que ces disparités *prouvent* que la «race» demeure l'élément fondamental qui détermine la vie des Noirs américains.

Cependant, Merlin Chowkwanyun et moi-même soutenons que la disparité relève d'un résultat, pas d'une explication : déduire la cause d'un résultat (par exemple, envisager les disparités raciales comme la preuve *ipso facto* d'une causalité raciale de l'injustice dont elles résultent) nous semble une démarche simpliste. Une telle hypothèse ne peut apparaître suffisante que si l'on a préalablement échafaudé tout un pont interprétatif en faveur d'un lien de causalité particulier (Reed et Chowkwanyun 2012, pp. 167–168).

Nous évoquons également l'effet «À données inexactes, résultats erronés». Ce phénomène se produit lorsque des études reposent sur le traitement de données agrégées à grande échelle ; des catégories aussi imprécises que la «race» risquent en effet d'occulter le fait que la prise en compte de certaines dynamiques microsociales facilite une compréhension plus complexe et plus nuancée de la causalité. En d'autres termes, si vous recherchez des effets raciaux au sein d'un corpus de données déjà organisé en fonction de la race et de catégories floues, vous aurez probablement toutes les chances de trouver ces effets ; mais cela n'impliquera pas nécessairement que vous produisez une interprétation pertinente des facteurs réels à l'origine des inégalités. Il est tout aussi probable que cette approche déficiente vous fasse oublier que «*des inégalités spécifiques, même si elles apparaissent statistiquement comme des disparités "raciales", s'inscrivent en fait dans de multiples rapports sociaux*» (Reed et Chowkwanyun 2012, pp. 150-151, 158-159). Telle n'est pourtant pas la préoccupation d'une politique antiraciste dont l'objectif fondamental est de propager l'idée selon laquelle les inégalités, ou les injustices, subies par les Noirs américains résultent d'un racisme blanc générique. C'est dire à quel point cette démarche, avant tout rhétorique et purement idéologique, n'a aucun objectif politique et programmatique.

Le discours antiraciste pose la suprématie blanche et le racisme⁶ comme un phénomène totalisant, une force imperméable face aux changements qui affectent les institutions – un socle ontologique, à l'instar de ce que la White League soutenait elle-même au cours du dernier quart du XIX^e siècle. L'argumentaire de Take 'Em Down NOLA se décline par exemple ainsi :

(1) les monuments ont été érigés pour célébrer le pouvoir suprémaciste blanc, qui est à l'origine de l'esclavage, du lynchage et de la brutalisation des Noirs de La Nouvelle-Orléans, de la privation de droits civiques, de l'imposition des lois Jim Crow et du déni des droits civiques les plus fondamentaux des Noirs.

(2) Le fait qu'ils soient encore présents dans l'espace public souligne la continuité du pouvoir de la suprématie blanche.

(3) Cette continuité montre que les inégalités raciales contemporaines résultent, comme par le passé, de la suprématie blanche, qui doit donc être la cible principale des luttes pour la justice sociale et raciale.

Si l'on invoque une dynamique causale qui sous-tend une conjoncture politique passée et qu'on la transpose dans le présent, cela implique au moins que le fonctionnement de cette dynamique soit encore le même. Autrement dit, le réductionnisme racial généralement avancé pour valider l'idée d'un pouvoir omniprésent de la suprématie blanche suppose ce qu'il doit précisément démontrer. À la suite de Rogers Brubaker, Pierre Bourdieu et d'autres, la sociologue Mara Loveman affirme que ce problème d'interprétation et les confusions qu'il engendre peuvent être résolus si l'on «*cesse d'envisager la "race" comme une catégorie d'analyse et que, pour gagner en pertinence, on l'emploie comme une*

⁶ «*Les partisans des théories du privilège ont tendance à parler de "suprématie blanche" plutôt que de "racisme", mais le premier concept n'a aucun pouvoir explicatif sur le second : la notion de suprématie blanche ne nous permet pas d'analyser et de répondre politiquement au racisme anti-irlandais, au racisme anti-tsiganes et à l'antisémitisme, par exemple*» (Camila Bassi, «Politiques de l'identité, ressentiment et escamotage de l'émancipation humaine» <http://www.npnf.eu/spip.php?article743>.) (NdT.)

catégorie purement pratique» (Loveman 1999, pp. 895-896; Brubaker et Cooper 2000; Bourdieu 1991). L'auteure reprend ici l'analyse de l'historienne Barbara J. Fields pour qui «*les tentatives d'expliquer les "phénomènes raciaux" en termes de "race" relèvent ni plus ni moins d'un parti pris définitionnel*» ; selon Fields, «*rejeter la "race" comme concept analytique facilite l'étude de sa construction historique en tant que catégorie pratique non réifiée ; cela offre à la réflexion un niveau de pertinence plus élevé, le plus souvent absent des commentaires qui ont tendance à faire un usage analytique de la "race"*» (Loveman 1999, pp. 895-896 ; Fields 1990, p. 100).

Dans le contexte actuel, cette pathologie interprétative est politiquement pernicieuse parce que l'argumentation fondée sur la continuité de la suprématie blanche implique forcément d'ignorer les spécificités historiques du passé comme du présent ; or, ces spécificités ont une importance cruciale si l'on veut comprendre correctement l'un et l'autre. Lorsque l'on établit une analogie entre les conditions actuelles et celles de l'esclavage, ou de régimes autrefois structurés selon une hiérarchie conforme à la suprématie blanche, on écarte l'étude des mécanismes discrets et complexes selon lesquels les inégalités se reproduisent quotidiennement. Et on remplace cette étude indispensable par une assertion métahistorique : une suprématie blanche générique (ou le racisme) serait la principale cause des handicaps et des injustices dont souffrent les Noirs américains aujourd'hui. Pourtant, même au XIX^e siècle, lorsque la Reconstruction⁷ échoua complètement et que les lois Jim Crow imposèrent leur ordre, privant les Noirs de leurs droits civiques, les débats politiques parmi les Afro-Américains ne se réduisaient pas à la seule question de l'unité pour combattre la suprématie blanche ; des divergences importantes sur les perspectives, les priorités et les programmes déterminèrent des orientations stratégiques différentes parmi les Noirs, y compris en matière d'alliances (Stein 1974).

À propos d'une question tout aussi chargée du point de vue racial – comment appréhender l'identité transraciale de Rachel Dolezal en regard de l'identité transgenre de Caitlyn Jenner⁸ – l'historienne Susan Stryker décrit subtilement les avantages et les limites des raisonnements analogiques : «*L'analogie est une forme d'analyse faible : elle compare une situation familière à une autre, moins connue, et elle s'érige ainsi en modèle d'intelligibilité d'un objet de réflexion qui n'est pas encore bien compris [...]. Si la force rhétorique de l'analogie réside dans sa capacité à condenser des formes complexes de similarité dans des actes et des gestes linguistiques singulièrement efficaces, sa faiblesse analytique provient précisément de la non-identité des éléments comparés*» (Stryker 2015).

Même si nous admettions que le «racisme» résume, à lui tout seul, les différents facteurs en jeu, le fait de répertorier des similarités apparentes n'éclairerait nullement *la manière* dont les inégalités se reproduisent aujourd'hui et ne fournirait aucune indication pratique sur la façon de les combattre. De même, il est important de se demander pourquoi, dans le cadre d'une démarche antiraciste, il serait primordial de comprendre le présent par le biais d'une analogie avec le passé.

Dans le projet politique antiraciste, la suprématie blanche (ou/et le racisme) est – à l'instar du «terrorisme» – une abstraction idéologique informe dont le contenu spécifique existe surtout aux yeux des partisans de cette explication. Par conséquent, les cibles de l'antiracisme peuvent être aussi poreuses et arbitraires que celles de l'antiterrorisme ; la lutte antiraciste – tout comme la lutte antiterroriste – ne pourra donc jamais être victorieuse. Le romantisme dont fait preuve Clint Smith à propos de Take 'Em Down NOLA en témoigne ; il fait clairement apparaître, comme tout ce que Ta-Nehisi Coates a écrit jusqu'ici (cf. Coates 2014, 2016a, b, 2017), que remporter une victoire concrète n'est pas vraiment leur objectif. La «politique» qui découle d'un tel point de vue ne vise pas à instaurer une redistribution globalement égalitaire mais à obtenir une reconnaissance et une représentation pour un «groupe» donné («dominé»). Son but est d'imposer une représentation symbolique dans l'espace public et d'acquérir le droit d'exprimer les intérêts, les perspectives ou les «voix» d'une communauté noire générique ou d'un sous-ensemble de celle-ci : les «jeunes», les «gens ordinaires», etc.

Malgré ses évocations performatives du «militantisme» populiste du Black Power dans les années 60, cette politique antiraciste n'est pas de gauche en soi, pas plus qu'elle n'est particulièrement compatible avec une politique de gauche au sens conventionnel du terme. À ce stade, elle est, comme le féminisme

⁷ La *Reconstruction* fait suite à la Guerre de Sécession (1861-1865). Elle est marquée par l'abolition de l'esclavage dans les États du Sud, où l'intégration des affranchis demeure toutefois un échec (*NdT*).

⁸ Cf. Adolph Reed Jr., «De la "transgenre" Bruce/Caitlyn Jenner à la "transraciale" Rachel Dolezal : pour les féministes et les "Identitaires raciaux" américains y aurait-il de bons et de moins bons "trans" ? <http://www.npnf.eu/spip.php?article137> (*NdT*).

bourgeois et les autres tendances qui privilégient les «groupes dominés», un épicycle⁹ oppositionnel *au sein* du néolibéralisme hégémonique – voire une composante de la conscience critique du néolibéralisme lui-même ; en fait, elle est fondamentalement *hostile* à la gauche.

Un exemple suffira : en 2016, lors de la campagne pour l’investiture démocrate, Bernie Sanders lança un appel en faveur d’une dé-marchandisation de l’enseignement supérieur public ; le fait que les élites politiques noires aient jugé cet appel frivole, irresponsable, et même anti-américain, souligne à quel point cette politique antiraciste est profondément enracinée dans le néolibéralisme (Richardson 2016 ; Sheinin 2016 ; Johnson 2016).

Au cours de la campagne pour Sanders, des militants et commentateurs antiracistes l’ont régulièrement attaqué en prétendant qu’il ne s’intéressait pas aux préoccupations spécifiques des Noirs ; selon eux, les Afro-Américains ne se souciaient pas des questions liées à l’économie politique et à la dynamique de classe du capitalisme ; ces militants antiracistes se sont donc contentés de répéter des slogans banals tels que «Black lives matter», et de dénoncer un «racisme systémique» abstrait. Après les élections de 2016, les antiracistes se sont déchaînés contre toutes les tentatives de formuler des solutions sociales-démocrates, globalement favorables aux travailleurs, pour combattre le néolibéralisme du Parti démocrate. Pour Coates (2017), le simple fait d’envisager que le vote des ouvriers blancs pour Trump puisse avoir une autre origine que la défense de la suprématie blanche serait un argument des... «suprémacistes blancs» ! Les spécialistes des sciences sociales et les experts des sondages politiques n’ont fait qu’apporter de l’eau au moulin des antiracistes et autres idéologues identitaires qui ânonnent l’éternel trope selon lequel la classe ouvrière blanche, désespérément arriérée, raciste, sexiste, homophobe et xénophobe serait le principal obstacle au progrès social. Ils rejoignent ainsi les Démocrates néolibéraux clintonoïdes, quels que soient leur race, leur genre ou leur orientation sexuelle, qui rejettent une politique redistributive vers le bas pour des raisons de classe plus explicites. Ainsi, comme le souligne Mark Dudzic dans un brillant essai publié avant les élections : *«Parmi beaucoup d’autres, Joan Walsh¹⁰ estime que le soutien substantiel dont Sanders bénéficie parmi les travailleurs blancs (qui ont massivement soutenu Clinton en 2008) vient du fait “qu’elle a été pénalisée [dans ses appels en faveur d’Hillary Clinton, NdT] par sa proximité avec le premier président noir”. Et Paul Krugman, cet éternel gardien du portail de gauche au sein de la classe dirigeante, de pontifier que Sanders n’avait pas compris l’importance des “inégalités horizontales” entre les groupes opprimés»* (Dudzic 2017).

La réaction des libéraux¹¹ face à l’enthousiasme social-démocrate suscité par Sanders est riche en enseignements. L’analyse de cette réaction proposée par Dudzic s’applique également aux militants et commentateurs antiracistes : *«Si la campagne de Sanders a désorienté autant les conservateurs et les libéraux, c’est parce qu’elle ne naturalisait pas [le racisme et le sexisme] mais envisageait au contraire ces catégories comme des rapports sociaux qu’entretiennent des personnes réelles et qui peuvent par conséquent être transformées par l’application de mesures économiques et politiques. Après quelques maladresses initiales quant à la façon de traiter les violences policières et les pratiques d’incarcération de masse, Sanders est finalement parvenu à dessiner un véritable espoir politique, à la fois visionnaire et pratique, pour la classe ouvrière. Ce faisant, il a contribué à rendre visibles les mécanismes réels du capitalisme qui sont à l’origine des inégalités. Il a ainsi dévoilé les lignes de fracture provoquées par des décennies de néolibéralisme et qui entravent des changements réels au sein du mouvement ouvrier, du mouvement pour la justice raciale et d’autres mouvements sociaux»* (Dudzic 2017).

Bien que leur intérêt pour le «militantisme» du Black Power imprègne leur révolte d’un populisme racial, les partisans du réductionnisme racial défendent essentiellement une stratégie dénonciatrice et ils cherchent surtout à être reconnus socialement ; ils ne s’intéressent pas aux combats pour une

⁹ Un épicycle désigne une complication inutile, quoique perçue comme nécessaire à la résolution d’un problème relativement simple, mais dont la compréhension est erronée (NdT).

¹⁰ Journaliste américaine, correspondante pour *The Nation* dans le domaine des affaires nationales et analyste politique à CNN. Auteure de *What’s the Matter with White People ?* en 2012, elle fut proche de Barack Obama puis soutint Hillary Clinton face à Bernie Sanders durant la campagne démocrate d’investiture à la Présidentielle 2016 (cf. Joan Walsh, «Why I’m Supporting Hillary Clinton, With Joy and Without Apologies», *www.thenation.com*, 27 janvier 2016) (NdT).

¹¹ Libéraux, au sens américain, peut se traduire, dans le contexte français, par des termes comme «progressistes», «républicains» voire «démocrates bourgeois», selon les options politiques (NdT).

redistribution égalitaire. Ils prétendent vouloir éliminer les disparités *au sein* même d'un régime marqué par une intensification des inégalités économiques, dont ils s'accrochent.

Comme Warren et ses collègues le font remarquer : *«les antiracistes [...] partagent encore une vision de la justice reposant sur la garantie d'un accès égal à des biens sociaux dont la distribution est aussi hiérarchisée que celle de la richesse au sein des familles (tout en proposant de remédier aux obstacles qu'une longue histoire discriminatoire oppose à l'accumulation de cette même richesse). En effet, en blâmant fréquemment "l'étroitesse" supposée d'une politique qui identifie la cause des inégalités dans l'exploitation économique, les antiracistes et les identitaires ont transformé l'idée de la justice raciale en un argument contre le socialisme, plutôt qu'en sa faveur, comme on aurait pu s'y attendre. Comme l'a fait remarquer Walter Benn Michaels [...], c'est en grande partie pour cette raison que "l'engagement en faveur des politiques de l'identité a davantage été l'expression d'un [...] enthousiasme pour l'économie de marché qu'une forme de résistance contre cette dernière»* (Warren et alii, 2016.).

Même lorsque ses partisans se considèrent «révolutionnaires», leur antiracisme relève de la politique qu'affectionne la «classe managéro-professionnelle»¹². Ils ne cherchent nullement à acquérir une base politique suffisamment large pour lancer un programme de transformation sociale ; fondamentalement, ils veulent obtenir une parité raciale au sein même du système néolibéral, et ne s'intéressent pas à une transformation sociale. Lors de la campagne électorale de 2016, les militants et les grands experts antiracistes ont constamment prétendu que Bernie Sanders ne répondait pas aux préoccupations des Noirs ; cette attitude illustre parfaitement ma critique, puisque la quasi-totalité des mesures de Sanders aurait amplement bénéficié aux populations noires et hispaniques qui appartiennent, dans une très large proportion, à la classe ouvrière – de son projet de taxation des milliardaires à la gratuité de l'enseignement supérieur public, en passant par un salaire minimum de 15 dollars de l'heure, le développement d'un régime de santé universel à payeur unique, etc.

Surtout, les acquis que les Noirs américains ont obtenus ont souvent été le produit d'alliances autour de vastes programmes égalitaires. Comme le souligne l'historien Touré F. Reed : *«L'Émancipation et même la Reconstruction ont été le produit d'une convergence d'intérêts entre des groupes disparates – Afro-Américains, abolitionnistes, entrepreneurs, petits agriculteurs propriétaires, et travailleurs du Nord – tous unis sous la bannière d'une main-d'œuvre totalement libre. Le mouvement des droits civiques était lui-même le produit d'un consensus créé par le New Deal, qui s'accordait sur la pertinence, pour le bien public, d'une intervention de l'Etat dans les affaires privées, le rejet massif du racisme scientifique à la suite de la Seconde Guerre mondiale et l'idée que les lois Jim Crow rendaient les États-Unis politiquement vulnérables pendant la Guerre froide. Certes, la Reconstruction, le New*

¹² Inventé par John et Barbara Ehrenreich dans les années 1970, ce concept sociologique est aujourd'hui utilisé à des fins polémiques aux Etats-Unis, la droite y voyant ce que les réacs (et certains gens de gauche ou d'extrême gauche) appellent en France les «bobos» ou la «gauche caviar». Face à la radicalisation des étudiants et des mouvements sociaux des années 1960 et 1970, nos deux sociologues américains ont voulu cerner les origines et les fonctions de cette classe, composée d'individus ayant des diplômes universitaires, qu'il s'agisse de petits-bourgeois salariés ou de professions libérales aux idées souvent progressistes entre les années 1890-1920 (celles de la Progressive Era) aux années 1960 (Nouvelle Gauche) : **journalistes, enseignants, médecins, avocats, artistes, éditeurs, écrivains, photographes, travailleurs sociaux, infirmières, psychologues, architectes**, etc. soit jusqu'à 36% de la population active en 2006, d'après B. et J. Ehrenreich. Selon ces deux sociologues, cette classe serait en train de mourir, ses couches inférieures tombant dans la précarité (les «intellos précaires»), et ses couches supérieures étant intégrées dans la classe capitaliste grâce à la distribution généreuse d'actions dont ils bénéficient. Quant au cœur de cette classe, il serait incapable de se reproduire, vu l'élévation des coûts des formations universitaires et la sous-traitance de toute une partie de ses fonctions dans les pays du Sud. Pour plus de détails cf. «Death of a Yuppie Dream. The Rise and Fall of the Professional-managerial class» et «Background Notes for Death of a Yuppie Dream», disponibles en ligne et cette interview très vivante de Barbara Ehrenreich https://www.dissentmagazine.org/online_articles/on-theorigins-of-the-professional-managerial-class-an-interview-with-barbara-ehrenreich (NdT).

*Deal, la Guerre contre la pauvreté*¹³, et même le mouvement en faveur des droits civiques, ne sont pas parvenus à résoudre tous les défis auxquels les Noirs étaient confrontés. Mais les limites inhérentes à chacun de ces mouvements reflétaient les contraintes politiques qui leur étaient imposées, en grande partie, par le Capital» (Reed 2018).

A. Philip Randolph, Bayard Rustin¹⁴, Martin Luther King, Jr. et deux générations de militants noirs liés au mouvement ouvrier l'avaient bien compris, tout comme les élites du mouvement des droits civiques et les dirigeants syndicaux noirs, des plus radicaux aux plus conservateurs¹⁵ : d'une part, l'exploitation et l'oppression des Noirs s'inscrivent dans une dynamique plus générale de l'exploitation et de l'oppression ; et, d'autre part, le seul moyen d'obtenir et surtout de garantir des conquêtes sociales pour les Afro-Américains est de les obtenir pour tous les travailleurs. Cette leçon a été oubliée par de nombreux militants et commentateurs antiracistes, parce qu'ils se sont épris du réductionnisme racial contemporain ; et qu'ils voient dans l'activisme performatif du Black Power la seule tendance rebelle, racialement authentique, à la fin des années 1960 et dans les années 1970.

Pourtant, la politique du Black Power a justement incarné une solution beaucoup moins classiste ou potentiellement transformatrice que l'approche sociale-démocrate, fondée sur l'alliance entre les Noirs, le mouvement ouvrier et la gauche, préconisée par Rustin, Randolph et d'autres (A. Philip Randolph Institute 1966; Randolph 2014a, b; Rustin 1965, 1966; Reed 2015, 2016a, 2017a; Le Blanc et Yates 2013; Logan 1944). Bien qu'elle fût aussi flamboyante que tapageuse, la politique du Black Power n'était qu'une politique pétitionnaire.

Malgré leur rhétorique enflammée à propos de l'autodétermination et, dans certains cas, malgré ce que l'on pourrait appeler aujourd'hui des jeux de rôle autour du fantasme de la lutte armée, les adeptes du Black Power dépendaient généralement des largesses de la classe dirigeante pour la réalisation de leurs objectifs programmatiques. Plutôt que de mettre sur pied de larges coalitions populaires, quitte à accepter les compromis et les contraintes qu'une telle politique exige, les partisans du Black Power ont fait un autre choix pratique : celui de se tourner vers les institutions gouvernementales, d'accepter les sources de financement privées ou philanthropiques et d'autres structures capables de légitimer leurs prétentions à représenter une « communauté noire » générique. (Si à l'époque, on qualifiait parfois ces pratiques de « mendicité militante », aujourd'hui, cela pourrait être considéré comme une variété institutionnelle de mendicité agressive.)

Des critiques contemporains comme Harold Cruse (1968, pp. 193-260) et Robert L. Allen (1969) ont souligné que le programme du Black Power défendait les intérêts d'une certaine couche sociale, et

¹³ Prolongement des objectifs du *New Deal*, la « Guerre contre la pauvreté » désigne l'un des aspects de la *Big Society*, nom du programme initié par le président Johnson à partir de 1964, marqué par une intervention accrue de l'État fédéral dans les domaines de l'éducation ou de la sécurité sociale. Cet embryon d'État-providence est rapidement critiqué, puis balayé dès les années 1980 et 1990 par l'émergence d'un néolibéralisme que la politique de Clinton contribue à exacerber (*NdT*).

¹⁴ **Asa Philip Randolph** (1889-1979) : militant afro-américain pour les droits civiques. Acquis aux idées socialistes, il fonde en 1925 le premier syndicat noir des États-Unis : la *Brotherhood of Sleeping Car Porters*, qui organise les porteurs de bagages au sein de la compagnie ferroviaire Pullman. C'est dans ce cadre qu'il mène des campagnes de protestation contre l'invasion de l'Éthiopie par l'Italie fasciste en 1936.

Bayard Rustin (1912-1987) fut le conseiller de Martin Luther King de 1953 à 1968, spécialement impliqué dans l'organisation des actions non-violentes. Par ailleurs, il œuvre à ce que le mouvement des droits civiques établisse des liens de coopération avec le Parti démocrate et se coordonne avec l'action syndicale.

En 1941, Randolph et Bayard Rustin tous deux proches du Socialist Party envisagent d'organiser une marche afro-américaine sur Washington afin de protester contre la discrimination dont les Noirs étaient victimes dans l'armée ; en conséquence, Roosevelt décrète la fin de la discrimination raciale dans les usines d'armement... En 1947, les deux militants forment un comité contre les lois Jim Crow en vigueur dans l'armée : Truman abolit la ségrégation raciale dans les forces armées en 1948.

En 1963, Randolph et Rustin participent aux côtés de Martin Luther King à l'organisation de la marche du 28 août sur Washington. (*NdT*).

¹⁵ Cf. *What the Negro Wants* (1944) de l'historien Rayford Logan (*Note de l'auteur*).

Rustin a suggéré de façon prémonitoire que son résultat le plus probable serait «la formation d'un *nouvel establishment noir*» (1966, p. 36, en italique dans l'original).

Le Black Power, du moins sous la forme ethno-pluraliste dans laquelle il s'est pétrifié comme incarnation de la «politique afro-américaine», relevait au fond d'une politique bookérienne¹⁶ de courtage en direction de l'élite, conformément à l'essence même de l'ethno-différentialisme. Depuis Booker T. Washington et la couche de défenseurs de la race noire qui ont émergé dans un contexte de privation des droits civiques au tournant du XX^e siècle, le projet de base, sous prétexte d'améliorer la condition des Noirs ou de favoriser leur ascension raciale, a toujours été le même but : «*substituer des membres des professions libérales, des gestionnaires et des intellectuels noirs à leurs homologues blancs au sein des institutions en charge d'administrer les besoins de la population noire*». En fait, l'objectif politique était de créer une «*autorité nationale de gestion du problème noir*» dans tous les domaines de l'ordre économique et politique existant (Warren 2003, p. 27). La critique de Warren, qu'il a développée ensuite dans *What Was African American Literature* (2012), souligne l'intérêt singulier des antiracistes contemporains pour une vision réductionniste selon laquelle la race (et/ou le racisme) serait le fondement et la cause de toutes les injustices et inégalités qui frappent les Noirs américains. Cela permet également de comprendre la puissance émotionnelle que possède, dans le discours antiraciste, une explication des inégalités actuelles fondée sur une analogie avec l'esclavage ou les lois Jim Crow.

La politique antiraciste est une politique qui sert des intérêts sociaux précis ; elle s'enracine dans la position sociale, la vision du monde et les intérêts matériels d'une couche d'ingénieurs et d'administrateurs des «relations interraciales» ; ils œuvrent au sein du Parti démocrate, chez les fonctionnaires gouvernementaux, les journalistes influents et les experts des sondages, les administrateurs des établissements d'enseignement, les universitaires, les cadres des grandes entreprises, des services sociaux et des organisations à but non lucratif, mais aussi dans l'industrie multimilliardaire de la diversité. Logiquement, cette couche sociale plaide en faveur d'une centralité de la race – entre autres assignations identitaires ; la race fonctionne alors comme le seul cadre discursif à travers lequel on puisse articuler les normes de la justice et de l'injustice, et formuler des solutions. Cette couche s'est développée et ancrée profondément dans toutes les sphères institutionnelles, à la suite des victoires de la décennie 1960. La société s'est progressivement éloignée du régime antérieur d'exclusion et de subordination explicitement racial, face auquel le réductionnisme racial apparaissait encore comme une réponse immédiatement plausible. Désormais, la métaphore dominante, ou la formule résumée, de la race est donc nettement moins le prisme à travers lequel on vit la hiérarchie des classes. Les élites noires et blanches fréquentent de plus en plus les mêmes écoles, vivent dans les mêmes quartiers, agissent comme des pairs dans des lieux de travail intégrés, partagent les mêmes espaces sociaux et y interagissent, et ont les mêmes modes de consommation. Par conséquent, leur vision des politiques publiques comme de l'ordre social est de plus en plus similaire.

¹⁶ Booker T. Washington (1856-1915), jeune professeur initialement formé au Hampton Institute (Virginie), devint par la suite directeur du Tuskegee Institute (Alabama), deux établissements de formation des enseignants afro-américains, fondés aux États-Unis dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. Dans un contexte marqué par la *Reconstruction* suite à la Guerre de Sécession (1861-1865), ainsi que par l'abolition de l'esclavage dans les États du Sud, Booker T. Washington recentra la politique éducative de l'Institut autour des apprentissages manuels et techniques, envisagés comme un moyen pour les Afro-Américains de recouvrer leur dignité par la morale du travail et de favoriser leur autonomie matérielle et sociale au sein de l'économie capitaliste du pays, sans confrontation avec l'ordre ségrégationniste (stratégie que Booker T. Washington exposa le 18 septembre 1895 dans un discours souvent mentionné sous le nom de «compromis d'Atlanta») ; une perspective que ne manquèrent pas de soutenir les autorités, relayées en cela par le réalisme économique de philanthropes aussi emblématiques de la grande bourgeoisie euro-américaine que Rockefeller, Carnegie, etc. Sur la «Tuskegee Machine» de Washington, à savoir son réseau local et national de «lieutenants» voués à doter de tous les renseignements et informations nécessaires la stratégie politique de son projet, cf. David H. Jackson Jr., 2008, *A Chief Lieutenant of the Tuskegee Machine : Charles Banks of Mississippi*, University Press of Florida ; Louis R. Harlan, 1972, *Booker T. Washington : the Making of a Black Leader, 1856–1901*, Oxford University Press ainsi que 1983, *Booker T. Washington : The Wizard of Tuskegee, 1901-1915*, Oxford University Press). De Booker T. Washington, lire *Up from slavery. Ascension d'un esclave émancipé*, publié en 2008 par Les Éditions libres. (NdT.).

Ces réalités quotidiennes bousculent la prémisse réductionniste selon laquelle la subordination raciale demeurerait le cadre idéologique, ou matériel, dominant qui engendrerait et alimenterait une reproduction systémique du pouvoir de classe et des inégalités. Cette tension explique l'attrait que peut exercer une vision ontologique du racisme envisagé comme une force dynamique transcendant le temps et le contexte. Mal évanescant, dissocié de rapports sociaux et de finalités humaines spécifiques, le racisme peut dès lors exister n'importe où, n'importe quand, et dans n'importe quelles conditions – comme le «terrorisme» ; il est une cause en soi qui n'a besoin d'aucune discussion, d'aucune explication. C'est pourquoi, dans le discours antiraciste, la démonstration statistique des disparités raciales apparentes fonctionne comme une preuve autosuffisante de la persistance d'un impact primordial du racisme sur les Noirs américains, en dépit du fait que les résultats en matière de disparité :

(1) n'ont rien de surprenant lorsque l'on connaît le fonctionnement d'inégalités solidement enracinées ;

(2) ne nous disent pas grand-chose, sinon rien, quant aux déterminations immédiates de ces disparités ;

et (3) n'indiquent pas de mesures correctives, bien que ces résultats soient souvent présentés comme utiles par ceux qui essaient de les promouvoir.

En outre, s'acharner à déceler des disparités et faire en sorte que ce soit là le seul mode de compréhension des inégalités manifestes, malgré les mésinterprétations que cela implique, suggère la présence d'autres facteurs idéologiques : *«L'attachement [du discours disparitaire] à une vision fondamentalement essentialiste et anhistorique de la race se traduit par une inflation permanente de néologismes – “racisme institutionnel”, “racisme systémique”, “racisme structurel”, “racisme aveugle à la race”, “racisme post-racial”, etc. Son objectif est de greffer des dynamiques sociales complexes sur une ontologie politique, simpliste et souvent psychologisante, fondée sur le couple racisme/antiracisme. En effet, une telle démarche rappelle ce que [Thomas] Kuhn a écrit à propos de ceux qui tentent désespérément d'ajuster un ensemble d'anomalies croissantes pour sauver de l'effondrement un paradigme interprétatif dont l'autorité est ébranlée. Dans ce cas également, ce sauvetage est motivé par de puissants impératifs matériels et idéologiques »* (Reed et Chowkwanyun 2012, p. 167).

C'est cette vision ontologique du racisme qui a permis à Derrick Bell d'affirmer que rien n'avait vraiment changé pour les Noirs américains depuis 1865, sans avoir à affronter le démenti évident que sa propre biographie et le contexte même de sa déclaration apportaient à un tel propos. Cette perspective sous-tend également une préférence particulière pour les analogies historiques plutôt que les arguments. Ici, l'analogie n'a pas pour objectif d'expliquer quels mécanismes alimentent les inégalités contemporaines, mais de préserver un cadre interprétatif qui perçoit dans le racisme leur source définitive.

Le caractère de classe de cet antiracisme aide à comprendre pourquoi ses adeptes y sont si intensément attachés, malgré les graves lacunes de ses analyses et la dimension si réduite de son attractivité politique. Une part de son attrait réside tout simplement dans une habitude que renforce un simulacre de familiarité engendré par des conceptions naïves sur l'histoire politique afro-américaine. Cela a conduit Willie Legette à formuler une observation qui n'est pas près d'être périmée : *«la seule chose qui n'a pas changé pour les Noirs en matière de politique depuis 1965, c'est notre façon de la penser»* (Warren et alii, 2016). La plupart des gens considèrent que la politique afro-américaine relève d'un «mouvement de libération» ou d'une «lutte de libération» unitaire et transhistorique. En effet, c'est en ces termes que s'est presque universellement développé le débat, universitaire et populaire, autour de l'activité politique des Noirs, depuis que l'enseignement universitaire de la pensée politique et de la politique afro-américaines a pris forme au cours des années 1950 et 1960, et plus encore après l'institutionnalisation des *black studies* comme discipline à part entière du cursus universitaire, des années 1970 aux années 1990.

De fait, une convergence s'opère entre, d'un côté, l'intérêt corporatiste qui consiste à délimiter et protéger les frontières d'un champ d'étude et l'autorité interprétative sur son objet, et, de l'autre, l'intérêt de classe plus général qui vise à s'assurer d'un pouvoir gestionnaire et interprétatif dans l'économie politique des relations raciales (Reed 2004).

Pour donner un sens au moment politique actuel et savoir comment affronter les vrais dangers qui nous attendent après novembre 2016, il est crucial de reconnaître que la politique antiraciste, quelles qu'aient été ses positions dans le passé, s'avère désormais fondamentalement hostile à la gauche et à une transformation sociale largement égalitaire. Des éléments clés appartenant à la couche «managéro-

professionnelle» noire ont été intégrés et sont devenus les agents et les laquais de ce que nous appelons à présent le néolibéralisme – en tant que fonctionnaires, prestataires de services ou candidats en herbe – depuis son émergence à partir des années 1970. Dans les années 1980 et 1990, une théorisation idéologique sur les «exclus» et les «nouveaux pauvres» afro-américains a permis de les marginaliser au profit de la «classe managéro-professionnelle» noire ; celle-ci s'est attribué le rôle de tutrice d'une population noire d'hommes et de femmes ordinaires, invisibilisés par une telle politique : postiers, enseignants, chauffeurs de camion, charpentiers, ouvriers d'entrepôts, magasiniers, électriciens, travailleurs à la chaîne, infirmières, techniciens en câblo-distribution, etc., ou membres d'une armée de réserve industrielle en constante expansion, représentés comme une masse indifférenciée qu'il faudrait «motiver et élever [socialement]» et au nom desquels des spécialistes-ventriloques pourraient prendre la parole. Cette idéologie d'exclusion à l'égard des «exclus» et des «nouveaux pauvres» afro-américains s'est accompagnée d'une posologie sociale visant à inculquer le principe de «responsabilité individuelle» ; ce moyen commode permet aux fonctionnaires de détourner les inquiétudes suscitées par un recul constant de la présence des services sociaux et du montant des prestations sociales, à une époque de plus en plus caractérisée par un transfert régressif.

De même, la privatisation néolibérale a considérablement accru les opportunités commerciales et professionnelles pour les entrepreneurs noirs, hispaniques, féminins, etc. Ces opportunités sont placées sous le signe de «l'empowerment»¹⁷ communautaire, du «modèle à imiter» ou de «l'entrepreneuriat social». Le tout se déroule au sein d'une vaste économie tertiaire stimulée par un secteur à but non lucratif qui n'a pas, a priori, vocation à privatiser les biens publics au nom de l'«authenticité locale», ni à «s'enrichir en faisant le bien», ainsi que l'industrie de la diversité en croissance constante. Ces développements légitiment un idéal de justice sociale qui se résume à des programmes facilitant l'ascension sociale individuelle – dans les limites d'une accumulation néolibérale fondée sur la dépossession.

L'insertion de la classe managéro-professionnelle noire s'est de plus en plus consolidée avec l'engagement agressif du Parti démocrate et de son aile Clinton /Obama/Emanuel¹⁸ en faveur d'un néolibéralisme de gauche, occupé à promouvoir les intérêts économiques de Wall Street et de la Silicon Valley ainsi qu'à apporter un ferme soutien à la justice sociale définie à partir de différents groupes identitaires. Pourtant, c'est bien lorsque les notions de justice sociale et d'égalité sont déconnectées de l'économie politique et de la dynamique de classe capitaliste que les inégalités les plus profondes se creusent au sein de la société. Ainsi, Démocrates néolibéraux clintoniens et antiracistes réductionnistes sont unis dans leur commune opposition militante aux normes conventionnelles de la gauche en matière de justice, indissociable de l'égalité économique. À cet égard, la campagne pour l'investiture démocrate en 2016 a connu deux moments particulièrement révélateurs : tout d'abord, les militants auto-désignés de Black Lives Matter attaquèrent Sanders parce qu'il n'avait pas adopté complètement leur discours antiraciste ; puis, l'ancienne icône du mouvement des droits civiques, le représentant démocrate de Géorgie John Lewis¹⁹, et d'autres éminents fonctionnaires noirs, jugèrent irresponsables les appels de Sanders en faveur d'un élargissement massif des dépenses publiques et d'une réorientation des priorités nationales afin de pouvoir répondre aux besoins des travailleurs. Mais *la manière* désinvolte avec laquelle Hillary Clinton balaya allègrement les préoccupations de Sanders pour l'injustice économique fut peut-être encore plus révélatrice que le moment choisi. À la veille de la primaire du Nevada, elle déclara ainsi devant ses partisans : *«Tout ne se réduit pas à la théorie économique, n'est-ce pas ? Si demain nous étions amenés à démanteler les grandes banques – et je le ferai, si elles le méritent, si elles comportent un risque systémique, je le ferai – cela mettrait-il fin au racisme ? Cela mettrait-il fin au sexisme ? Cela mettrait-il fin à la discrimination que subit la communauté LGBT ? Cela rendrait-il du*

¹⁷ L'empowerment désigne un processus existentiel et politique par lequel des individus ou des groupes acquièrent une capacité plus importante d'agir sur les conditions auxquelles ils sont confrontés (NdT).

¹⁸ Rahm Emanuel (1959-) est membre du Parti démocrate. Ancien conseiller du Président Clinton de 2003 à 2009, puis premier chef de cabinet de la Maison-Blanche sous la présidence de Barack Obama, il a été maire de Chicago de 2011 à 2019 (NdT).

¹⁹ John R. Lewis (1940-2020) fut une figure du mouvement des droits civiques dont il mena la première grande marche au départ de Selma, le 7 mars 1965, violemment réprimée par les troupes d'État. Depuis la fin des années 1980, il était membre démocrate de la Chambre des représentants (NdT).

jour au lendemain les gens plus accueillants envers les immigrants ? Cela résoudrait-il notre problème avec le droit de vote, et les Républicains qui essaient d'en priver les personnes de couleur, les personnes âgées, les jeunes ?» (Weigel 2016).

Depuis les élections, cette alliance contre une politique de classe est devenue encore plus agressive et hostile à Sanders et à la gauche. Certains ont lancé une nouvelle «chasse aux rouges» au nom de la chasse aux racistes : ils se sont mis à attaquer le socialisme et les partisans du socialisme ou d'une politique social-démocrate, en les accusant de racisme ou de suprémacisme blanc. Cela a renforcé la condamnation des ouvriers blancs qui ont voté Trump, identifiés à de répugnants et indécrottables racistes avec lesquels il est impossible d'être solidaires ; de plus, cela a réduit la «classe ouvrière» à une catégorie raciale blanche, synonyme d'arriération et de haine raciale. Prenant de grands airs offensés, antiracistes et Démocrates néolibéraux prétendent que seul le racisme peut expliquer le vote Trump ; ils refusent d'envisager l'hypothèse que certains travailleurs, et pas seulement des ouvriers blancs (en particulier ceux que L. Leopold décrit comme des électeurs d'Obama/Sanders/Trump) aient pu se sentir trahis par les deux partis (Leopold 2017; Lopez 2016; Parenti 2016; Edwards-Levy 2017; Shepard 2017; Skelley 2017; Cohn 2017). Cette position morale interdit, en pratique, toute autre solution politique que le néolibéralisme. Il nous faut pourtant construire un mouvement capable de changer les termes du débat politique. Nous devons prendre en compte les intérêts et les préoccupations des travailleurs qui sont la grande majorité de ce pays – quels que soient leur race, genre, orientation sexuelle ou statut d'immigré. Pour cela il est indispensable de comprendre qu'une politique réductionniste fondée sur la «race» renforce l'aile gauche du néolibéralisme. Elle est ouvertement hostile à l'idée d'une gauche solidaire. C'est pourquoi il est plus important que jamais de reconnaître cette réalité et d'agir en conséquence.

Adolphe Reed Jr.

[Cet article a été publié en 2018 dans la revue *Dialectical Anthropology*, volume 42, et traduit en français par Gamal Oya]

Sources de l'article

- A. Philip Randolph Institute, 1966, *A 'Freedom Budget' for all Americans: Budgeting our resources 1965–1975 to achieve 'Freedom From Want'*, APRI.
- Allen Robert L., 1969, *Black awakening in capitalist America: An analytic history*, Doubleday.
- Bentley Jules, 2015, «Unapologetically Black: Activism on (and off) the streets with the Black Youth Project 100». *Antigravity, Your New Orleans Alternative to Culture*.
<http://www.antigravitymagazine.com/2015/03/unapologetically-black-activism-on-and-off-the-streets-with-the-black-youth-project-100/>.
- Black Youth Project 100, n.d, «Who we are», <http://byp100.org/about/>.
- Bourdieu Pierre, 1991, *Langage et pouvoir symbolique*, Points, 2014
- Brubaker Rogers & Frederick Cooper, 2000, «Beyond 'Identity'», *Theory & Society*, n° 29, pp. 1-47.
- Coates Ta-Nehisi, 2017, «The first White president», *The Atlantic*, <https://www.theatlantic.com/magazine/archive/2017/10/the-first-white-president-ta-nehisi-coates/537909/>.
- Coates Ta-Nehisi, 2016a, «Bernie Sanders and the liberal imagination», *The Atlantic*, <https://www.theatlantic.com/politics/archive/2016/01/bernie-sanders-liberal-imagination/425022/>.
- Coates Ta-Nehisi, 2016b, «Why precisely is Bernie Sanders against reparations?», *The Atlantic*.
<https://www.theatlantic.com/politics/archive/2016/01/bernie-sanders-reparations/424602/>.
- Coates Ta-Nehisi, 2014, «The case for reparations», *The Atlantic*,
<https://www.theatlantic.com/magazine/archive/2014/06/the-case-for-reparations/361631/>.
- Cohn Nate, 2017, «The Obama-Trump voters are real: Here's what they think», *New York Times*.
<https://www.nytimes.com/2017/08/15/upshot/the-obama-trump-voters-are-real-heres-what-they-think.html?mcubz=0& r=0>.
- Cruse Harold, 1968, *Rebellion or revolution?*, William Morrow.
- Dudzić Mark, 2017, «The origin of the species», <http://nonsite.org/feature/the-origin-of-the-species>.
- Edwards-Levy Ariel, 2017, «There's a potential crack in Trump's base: Supporters who once voted for Obama», http://www.huffingtonpost.com/entry/trump-obama-supporters-poll_us_59afea06e4b0354e440e24a9.

- Fields Barbara, 1990, «Slavery, race, and ideology in the United States of America», *New Left Review* n° 181, pp. 95–118.
- Henwood Doug, 2013, «On the ‘New Jim Crow’: An interview with Adolph Reed», <http://www.thenorthstar.info/?p=8096>.
- Johnson Cedric, 2016, «Fear and loathing in the Palmetto State», <https://www.jacobinmag.com/2016/02/sanders-clinton-south-carolina-primary-black-voters-firewall/>.
- Kerstein Andrew & David Lucander (eds.), 2014, *For jobs and freedom: Selected speeches and writings of A. Philip Randolph*, University of Massachusetts Press.
- Le Blanc Paul & Michael D. Yates, 2013, *A freedom budget for all Americans*, Monthly Review Press.
- Leopold Les, 2017, «How to win back Obama, Sanders, and Trump Voters», <https://www.commondreams.org/views/2017/02/10/how-win-back-obama-sanders-and-trump-voters>.
- Logan Rayford (ed.), 1944, *What the negro wants*, University of North Carolina Press.
- Lopez Leslie, 2016, «‘I believe Trump like I believed Obama!’ A study of two working-class ‘Latino’ Trump voters: my parents», <http://nonsite.org/editorial/i-believe-trump-like-ibelieved-obama>.
- Loveman Mara, 1999, «Is ‘race’ essential?», *American Sociological Review*, n° 64, pp. 891–898.
- Parenti Christian, 2016, «Listening to Trump», <http://nonsite.org/editorial/listening-to-trump>.
- Randolph A. Philip, 2014a, «Address of A. Philip Randolph at the March on Washington for Jobs and Freedom (1963)» in Kerstein & Lucander (dir.) : 261–263.
- Randolph A. Philip, 2014b, «Freedom budget (1966)» in Kerstein & Lucander (dir.), pp. 285–287.
- Reed Adolph Jr., 2017a, «The Kerner Commission and the irony of antiracist politics», *Labor: Studies in Working-Class History*, n° 14, pp. 31–37.
- Reed Adolph Jr, 2017b, «Monumental rubbish: With the statues torn down, what next for New Orleans?», <https://www.commondreams.org/views/2017/06/25/monumental-rubbishstatues-torn-down-what-next-new-orleans>.
- Reed Adolph Jr, 2017c, «Don’t be duped: The clamor to take down the monuments falls short of a truly radical Movement», *The Lens*, <http://thelensnola.org/2017/06/03/dont-be-duped-take-em-down-nola-fallsshort-of-a-truly-radical-movement/>.
- Reed Adolph Jr., 2016a, «The black-labor-left alliance in the neoliberal age», *New Labor Forum*, 25: 28–34.
- Reed Adolph Jr., 2016b, «The post-1965 trajectory of race, class, and urban politics in the U. S. reconsidered», *Labor Studies Journal*, n° 41, pp. 260–291.
- Reed Adolph Jr., 2004, «The study of Black politics and the practice of Black politics: Their historical relation and Evolution» in *Problems and methods in the study of politics*, Ian Shapiro, Rogers M. Smith & Tarek Masoud (dir.), Cambridge University Press, pp. 106–143.
- Reed Adolph Jr & Merlin Chowkwanyun, 2012, «Race, class, crisis: The discourse of racial disparity and its analytical discontents», *Socialist Register*, n° 48, pp. 149–175.
- Reed Touré F., 2018, *Why liberals separate race from class: The conservative implications of race reductionism*, Verso.
- Reed Touré F, 2015, «Why liberals separate race from class», <https://www.jacobinmag.com/2015/08/bernie-sanders-black-lives-matter-civil-rights-movement/>.
- Richardson Bradford, 2016, «Clyburn: Sanders’s plan would kill Black colleges», <http://thehill.com/blogs/ballot-box/presidential-races/270214-clyburn-sanders-plan-would-kill-blackcolleges>.
- Rustin Bayard, 1965, «From protest to politics: The future of the civil rights movement», *Commentary*: 26–31.
- Rustin Bayard, 1966, «‘Black power’ and coalition politics», *Commentary* n° 35–39.
- Sanders for President*, n. d., «On the issues», <https://berniesanders.com/issues/>.
- Shepard Steven, 2017, «Poll: Obama-Trump voters drifting away from the president», <http://www.politico.com/story/2017/09/06/trump-obama-voters-poll-242334>.
- Sheinin Aaron Gould, 2016, «John Lewis on Bernie Sanders: ‘There’s not anything free in America»», *Atlanta Journal-Constitution*, <http://politics.blog.ajc.com/2016/02/17/john-lewis-on-bernie-sanders-nothing-free-in-america/>.

Skelley Geoffrey, 2017, «Just how many Obama 2012-Trump 2016 voters were there?», *Sabato's Crystal Ball*, <http://www.centerforpolitics.org/crystalball/articles/just-how-many-obama-2012-trump-2016-voters-were-there/>

Smith Clint, 2017, «The young Black activists targeting New Orleans's Confederate Monuments», *The New Republic*, <https://newrepublic.com/article/142757/young-black-activists-targeting-new-orleanssconfederate-monuments>.

Stein Judith, 1974/75, «Of Mr. Booker T. Washington and others: The political economy of racism in the United States», *Science & Society* n° 38, pp. 422-463. Réédité in Reed Warren & alii, *Renewing Black Intellectual History*.

Stryker Susan, 2015, «Caitlyn Jenner and Rachel Dolezal: Identification, embodiment, and bodily Transformation», *AHA Today*, <http://blog.historians.org/2015/07/caitlyn-jenner-and-racheldolezal-identification-embodiment-bodily-transformation/>.

Warren Kenneth & alii, 2016, «On the end(s) of Black politics», <http://nonsite.org/editorial/on-the-ends-of-black-politics>.

Warren Kenneth, 2012, *What was African American literature ?*, Harvard University Press.

Warren Kenneth, 2003, *So black and blue: Ralph Ellison and the occasion of criticism*, University of Chicago Press.

Weigel David, 2016, «Clinton in Nevada: 'Not everything is about an economic theory.'», *Washington Post*, https://www.washingtonpost.com/news/post-politics/wp/2016/02/13/clinton-in-nevadanot-everything-is-about-an-economic-theory/?utm_term=.a33bfd4975a7.